



Quelle est la résilience des BRICS face à la tempête géopolitique ? – Partie 4

Le BRICS constitue un puissant levier d'influence, dont les membres, partenaires et candidats sont aujourd'hui mis à l'épreuve. Dans ce dernier volet, nous nous projetons vers l'avenir et en tirons les enseignements.

Peter Hänseler / René Zittlau

lun. 15 déc. 2025

Introduction

Dans la [première partie](#) de cette série, nous avons examiné les faits concernant les BRICS et les principales tendances économiques actuellement observables.

La **deuxième partie** traitait de l'environnement dans lequel les BRICS doivent se développer en tant qu'organisation la plus importante du Sud global. Nous avons analysé l'état des conflits en cours, le risque existentiel d'une guerre nucléaire et l'imprévisibilité croissante de la scène géopolitique, ce qui nous amène à décrire la période actuelle comme une « tempête ».

La **troisième partie** a examiné l'attitude agressive des États-Unis envers leurs amis et a mis en évidence la situation économique aux États-Unis, les dérives manifestes et délibérément provoquées (IA), et nous avons commencé à décrire l'influence des États-Unis dans les différentes zones d'influence.

Dans la quatrième partie d'aujourd'hui, nous concluons cette description de l'influence et discuterons brièvement de la « nouvelle » stratégie de sécurité nationale de la Maison Blanche, qui n'est pas nouvelle du tout.

Zone d'influence chinoise

Les défis auxquels est confrontée la Chine dans son environnement immédiat sont géographiquement différents de ceux auxquels fait face la Russie. La Chine est séparée des menaces américaines par des étendues d'eau : il n'existe aucun pont terrestre entre les alliés des États-Unis et la Chine. Néanmoins, la présence militaire américaine au Japon, en Corée du Sud, aux Philippines et, surtout, à Guam constitue un facteur de pression considérable.



Malgré cet effort considérable pour maintenir ses bases militaires, les États-Unis ne seraient pas en mesure de mener une guerre contre la Chine conformément à leur doctrine militaire : les distances par rapport au continent sont beaucoup trop grandes, ce qui rend impossible de garantir une logistique durable.

La doctrine militaire américaine préconise de détruire en grande partie l'ennemi depuis les airs, puis de n'engager que des combats terrestres à petite échelle, voire aucun. En prévision d'éventuels conflits militaires avec l'Occident au sens large, la Chine s'est sentie obligée de se doter d'une puissance militaire intimidante. D'un point de vue militaire, la Chine est désormais une puissance terrestre à part entière, avec la deuxième force navale en termes d'effectifs, un arsenal supérieur de tous types de missiles de pointe et, ne l'oublions pas, un arsenal nucléaire respectable et en pleine expansion.

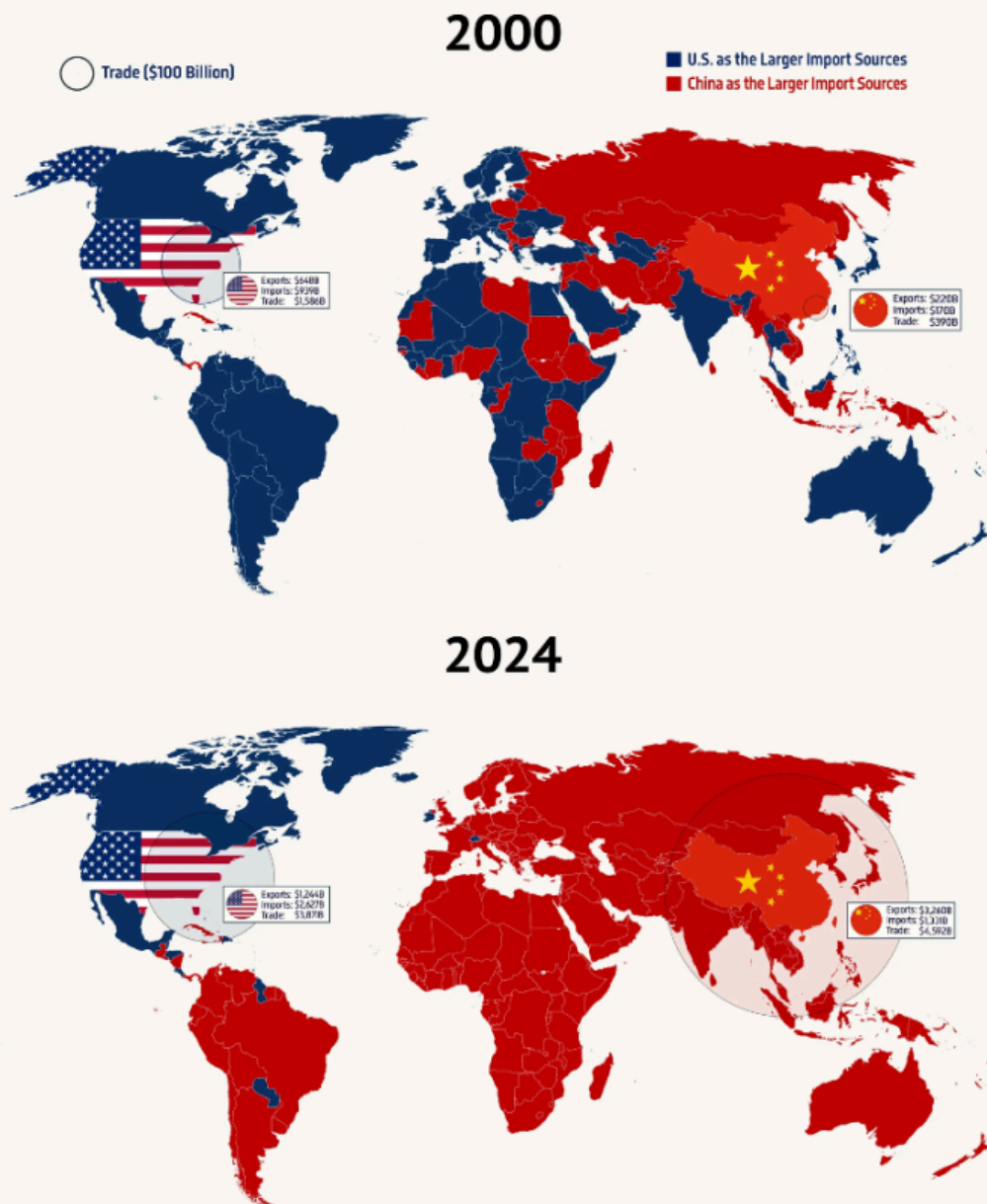
Du point de vue américain, ces conditions ne sont guère propices à l'ouverture d'un conflit militaire avec l'Empire du Milieu.

Par ailleurs, les pays qui accueillent les principales bases militaires américaines — le Japon, la Corée du Sud et les Philippines — n'ont aucun intérêt à être entraînés par Washington dans une confrontation avec la Chine. Pour ces trois États, les liens économiques avec Pékin sont devenus d'une importance vitale.

Comme le montre clairement le graphique ci-dessous, la dépendance à l'égard de la Chine ne se limite plus à l'Asie : à l'échelle mondiale, il est désormais difficile de faire fonctionner l'économie sans elle. La suprématie économique chinoise a atteint une dimension globale et exerce un puissant effet disciplinaire.

Dominant Global Sources of Manufactured Goods Imports

U.S. vs. China (2000 vs. 2024)



The data on U.S. trade partners is sourced from the U.S. Census Bureau and data on China's trade partners comes from the General Administration of Customs.

Sources: U.S. Census, Customs of China

Research and visualization: Ehsan Soltani

www.econovis.net

@econovisuals



Le succès économique de la Chine n'est pas qu'une abstraction : il se voit et se ressent pour quiconque visite le pays. Par ailleurs, des États comme la Malaisie ou Singapour sont fortement influencés par la culture chinoise, et d'autres pays asiatiques comptent d'importantes minorités chinoises.

L'intérêt prédominant des pays asiatiques pour une relation pacifique, progressive et mutuellement bénéfique avec la Chine, plutôt que pour des aventures militaires, relève donc avant tout du bon sens.

Néanmoins, les États-Unis tentent par tous les moyens d'exercer une pression sur la Chine, son environnement et donc sur les BRICS. Cependant, les mentalités des pays asiatiques font obstacle aux aspirations des États-Unis.

Alors qu'au fil du temps, les États-Unis ont réussi à mettre au pouvoir en Europe une élite soumise à leurs propres intérêts, les choses se passent différemment en Asie. Dans l'entourage immédiat de la Chine, seuls deux États ont conclu des alliances militaires avec les États-Unis : le Japon et la Corée du Sud, ainsi que la province chinoise de Taïwan. Les deux premiers de manière tout à fait officielle. En revanche, les États-Unis tentent d'armer Taïwan pour en faire un bélier à utiliser à leur guise contre la Chine.

Comme souvent, les États-Unis rompent dans ce cas également les engagements internationaux qu'ils ont pris afin d'obtenir des avantages unilatéraux. Les États-Unis restent soumis à la politique d'une seule Chine en vertu du droit international. Celle-ci stipule que Taïwan fait partie intégrante de la Chine. Cela correspond également au fait qu'il n'y a qu'un seul siège pour la Chine et Taïwan à l'ONU. Et celui-ci est passé de Taïwan à la Chine au début des années 1970, précisément en raison de la reconnaissance de la politique d'une seule Chine par les États-Unis. En conséquence, les États-Unis n'ont pas d'ambassade à Taïwan.

Les États-Unis rencontrent de plus en plus de difficultés à rallier des États asiatiques à leur cause contre la Chine. Comme dans le cas de la Russie, Washington tente d'entraîner d'autres pays dans le conflit, tout en se positionnant avec une réserve soigneusement calibrée en tant que fournisseur d'armes, chef d'orchestre et, le cas échéant, futur « artisan de la paix ».

La reconnaissance croissante de la Chine comme véritable géant économique et l'importance économique considérable de l'Asie du Sud-Est dans son ensemble se reflètent dans la liste des membres et candidats asiatiques du BRICS.

Country	Population ^[1]		GDP PPP ^[2]		Oil Production ^[3]		Gas Production ^[3]		Gold Production ^[4]	
Brazil	212,812	2.59%	4,973	2.38%	3.36	4.09%	22.70	0.55%	83.69	2.29%
China	1,416,100	17.21%	41,016	19.63%	4.23	5.16%	239.40	5.78%	380.24	10.39%
Egypt	118,366	1.44%	2,382	1.14%	0.54	0.65%	57.18	1.38%	0.00	0.00%
Ethiopia	135,472	1.65%	487	0.23%	0.00	0.00%	0.00	0.00%	0.00	0.00%
India	1,463,870	17.79%	17,714	8.48%	0.60	0.74%	35.17	0.85%	0.00	0.00%
Indonesia	285,721	3.47%	5,016	2.40%	0.58	0.71%	58.69	1.42%	140.08	3.83%
Iran	92,418	1.12%	1,879	0.90%	3.98	4.85%	265.09	6.40%	0.00	0.00%
Russia	143,997	1.75%	7,143	3.42%	9.89	12.06%	613.45	14.81%	330.00	9.01%
South Africa	64,747	0.79%	1,027	0.49%	0.00	0.00%	0.07	0.00%	98.86	2.70%
UAE	11,346	0.14%	935	0.45%	3.74	4.57%	55.80	1.35%	0.00	0.00%
Belarus	8,998	0.11%	310	0.15%	0.03	0.03%	0.07	0.00%	0.00	0.00%
Bolivia	12,582	0.15%	142	0.07%	0.02	0.03%	12.30	0.30%	26.50	0.72%
Cuba	10,937	0.13%	255	0.12%	0.03	0.03%	0.85	0.02%	0.00	0.00%
Kazakhstan	20,844	0.25%	913	0.44%	1.80	2.19%	28.77	0.69%	87.02	2.38%
Malaysia	35,978	0.44%	1,478	0.71%	0.48	0.58%	74.32	1.79%	0.00	0.00%
Nigeria	237,528	2.89%	2,254	1.08%	1.49	1.81%	38.25	0.92%	0.00	0.00%
Thailand	71,620	0.87%	1,854	0.89%	0.15	0.19%	29.61	0.71%	0.00	0.00%
Uganda	51,385	0.62%	187	0.09%	0.00	0.00%	0.00	0.00%	0.00	0.00%
Uzbekistan	37,053	0.45%	473	0.23%	0.03	0.04%	43.25	1.04%	129.06	3.53%
Vietnam	101,599	1.23%	1,807	0.86%	0.16	0.20%	7.48	0.18%	0.00	0.00%
BRICS & Partners	4,533,372	55.08%	92,245	44.15%	31.11	37.93%	1,582.44	38.19%	1,275.46	34.84%
G7	789,929	9.60%	58,959	28.22%	18.73	22.84%	1,310	31.61%	360.06	9.84%
World	8,229,910	100.00%	208,956	100.00%	82.03	100.00%	4,143	100.00%	3,660.99	100.00%

Source: Forum Geopolitica; ^[1] worldpopulationreview.com; ^[2] IMF; ^[3] EIA; ^[4] gold.org

Parmi les membres, on compte quatre pays asiatiques, voire cinq si l'on inclut les Émirats arabes unis en Asie occidentale. Sur le plan économique, ils représentent le cœur du pouvoir des BRICS. Parmi les candidats, on trouve cinq autres pays, dont certains sont très puissants économiquement.

Nous aimerions en présenter brièvement quelques-uns ici, en suivant notre itinéraire à travers l'Eurasie.

Indonésie/Malaisie

L'Indonésie, membre du BRICS, est l'une des plus grandes économies d'Asie du Sud-Est et se classe au 16e rang mondial. Son partenaire économique le plus important est de loin la Chine.

La situation géographique du pays, au sud du détroit le plus important au monde, le détroit de Malacca, lui confère également une importance stratégique. Incidemment, la Malaisie, candidate à l'adhésion au BRICS, se trouve au nord.



Le détroit de Malacca

L'Asie du Sud-Est est un bon exemple des changements qui se sont produits dans le monde au cours des dernières décennies. La Malaisie n'a obtenu son indépendance qu'en 1963. Elle a été formée à partir de certaines parties de l'empire colonial britannique. L'Indonésie, la plus grande nation insulaire du monde en termes de superficie, a appartenu à l'empire colonial néerlandais jusqu'en 1949. Aujourd'hui, ces deux pays connaissent une croissance économique rapide et sont, à leur

manière, des exemples de la diversification mondiale vers une structure multipolaire, qui semble plus appropriée pour résoudre les problèmes mondiaux de manière plus équilibrée.

Avec la Malaisie, qui est récemment devenue partenaire des BRICS et qui devrait bientôt en devenir membre, l'Indonésie contrôle le détroit de Malacca. Ce détroit relie l'océan Indien au Pacifique. **30 % de toutes les marchandises commercialisées dans le monde** transitent par cette voie navigable. Cela signifie que les BRICS contrôlent indirectement la plus grande route commerciale du monde. Je ne sais pas combien de temps nous devons attendre avant que les États-Unis ne sèment le trouble dans ces pays afin de les déstabiliser. La première étape consistera probablement à mobiliser les ONG indiennes.

Inde

Sans l'Inde, les BRICS ne seraient pas les BRICS. Beaucoup sous-estiment cet *ancien joyau de la couronne de l'Empire britannique*.

Malgré ses défis, l'Inde est à sa manière un pays de superlatifs. Située sur un sous-continent, elle compte aujourd'hui la plus grande population mondiale, avec environ 1,5 milliard d'habitants, devant la Chine. Elle se revendique comme la plus grande démocratie du monde et est sans doute le pays présentant la plus grande diversité ethnique, ce qui rend d'autant plus impressionnante la mise en place de structures démocratiques fonctionnelles — surtout si l'on compare aux évolutions observables en Europe.

Sur le plan politique, l'Inde trace sa propre voie. Ces derniers mois ont montré que, malgré tous leurs efforts, les États-Unis n'ont pas réussi à fragiliser les liens de l'Inde avec le groupe BRICS. La récente visite du président russe Vladimir Poutine à Delhi a été accueillie par l'Inde bien au-delà des simples obligations protocolaires : elle constituait un signal clair au monde entier, affirmant que l'Inde est un ami proche de la Russie et, par conséquent, un partenaire fiable au sein des BRICS.

La Chine et la Russie sont étroitement liées, car elles sont également voisines et partagent une frontière trop longue pour être surveillée. Malgré d'énormes différences de mentalité, les deux parties s'efforcent de renforcer la coopération entre leurs deux peuples. La Russie entretient également d'excellentes relations avec l'Inde, comme en témoignent les échanges chaleureux entre Poutine et Modi lors de la visite de ce dernier. Les Russes apprécient beaucoup le fait que les Indiens aient résisté avec le sourire aux pressions de Washington et de Bruxelles. Les sanctions secondaires imposées par les États-Unis et l'UE à l'industrie pétrolière indienne

sont officiellement respectées en partie, mais elles sont habilement et efficacement contournées par des structures parallèles, ce qui les rend inefficaces. La loyauté est pratiquée et a une valeur beaucoup plus élevée en Russie que dans l'Occident dégénéré.

Il existe encore des différences considérables entre l'Inde et la Chine, qui sont entretenues par les États-Unis – et pour cause, car en raison de la politique étrangère stupide de l'Occident collectif, l'Occident a déjà perdu la Russie, qui voulait se rapprocher de l'Europe occidentale, au profit de la Chine. Si la Russie joue habilement le rôle de médiateur entre la Chine et l'Inde et que les deux géants l'acceptent et travaillent en étroite collaboration à moyen terme, un centre de pouvoir émergerait en Asie auquel l'Occident serait incapable de s'opposer. Les Américains tenteront tout pour empêcher cela. Cela soulève la question de savoir ce que les États-Unis peuvent encore offrir à l'Inde qui ait plus de valeur que la gigantesque machine de production chinoise et les matières premières et la loyauté des Russes. À moyen terme, l'Inde jouera un rôle de plus en plus important dans le jeu géopolitique.

Iran

Parmi les pays BRICS bien connus, l'Iran est certainement le plus méconnu des lecteurs occidentaux.

Le développement démocratique du pays a commencé avec l'élection de Mohammad Mossadegh en 1951 et a été **mis fin** par les États-Unis et la Grande-Bretagne en 1953. La richesse du pays en pétrole et en gaz et sa situation géostratégique ont causé sa perte.

En 1979, le pays s'est débarrassé du Shah et donc de la domination britannique et, surtout, américaine. La révolution islamique peut sembler étrange aux yeux des Européens, mais elle ne peut être comprise que dans le contexte de l'histoire du pays. Il en va de même pour les tentatives ultérieures et actuelles (par exemple, la guerre Iran-Irak orchestrée par les États-Unis dans les années 1980) de l'Occident dans son ensemble, mais surtout des États-Unis et de la Grande-Bretagne, d'étrangler le pays sur les plans économique, militaire et donc politique afin de prendre le contrôle de ses ressources naturelles.

Les sanctions extrêmes imposées à l'Iran ont contraint le pays à développer une industrie intégrée, couvrant une vaste gamme de productions. Cette démarche, très coûteuse, n'avait pas d'alternative : elle constituait le seul moyen d'assurer

l'approvisionnement en biens essentiels, indépendamment de la bonne volonté occidentale.

La création des BRICS, les répercussions de la guerre en Ukraine et les bouleversements politiques mondiaux qui en ont découlé ont offert à l'Iran une voie pour sortir de son isolement. L'Occident a imposé des sanctions massives aux acheteurs de produits iraniens, pour finalement constater que ces mesures renforçaient, au contraire, les liens au sein des BRICS et consolidaient ainsi la position de l'Iran au sein de ce groupe d'États.

L'attaque d'Israël et des États-Unis contre l'Iran en juin 2025, dont nous avons rendu compte dans « [Conclusions sur une guerre illégale que l'Occident a menée avec enthousiasme et perdue](#) », a conduit à un résultat similaire. Alors que l'Iran était auparavant désireux d'agir de manière largement indépendante sur le plan militaire, la guerre, qui violait toutes les règles du droit international, a conduit à un tout nouveau niveau de coopération militaire entre l'Iran, la Chine et la Russie.

Aujourd'hui, l'Iran parle ouvertement d'un partenariat stratégique avec la Russie à un niveau jusqu'alors inconnu. En raison de la puissance militaire considérable de l'Iran, qui repose notamment sur une technologie de missiles bien supérieure à celle des États-Unis et d'Israël, ces derniers se sont abstenus de mener de nouvelles attaques contre l'Iran depuis cet été. Une autre raison à cela est probablement que personne ne sait quels systèmes d'armes la Russie et la Chine ont fournis à l'Iran depuis l'été, ce qui rend une attaque trop risquée.

Venezuela

Ce qui était difficile à imaginer il y a encore quelques années est aujourd'hui une réalité : dans l'arrière-cour des États-Unis, certains pays non seulement s'opposent à la puissance hégémonique à huis clos, mais cherchent aussi ouvertement à suivre leur propre voie, sous les yeux du monde entier. Outre le Brésil, membre fondateur des BRICS, le Venezuela mérite ici une mention particulière, car il se positionne comme candidat à l'adhésion à ce groupe.

Ce pays, qui possède les réserves de pétrole prouvées les plus riches au monde, est depuis longtemps dans le collimateur des États-Unis. Avec les menaces actuelles d'une sorte de frappe militaire contre le pays, combinées au naufrage de ses bateaux civils, au meurtre démonstratif de leurs équipages et à la [capture de pétroliers au large des côtes du Venezuela](#), l'administration Trump-2 ne fait que poursuivre la politique de Trump-1. Et cela aussi n'était que la continuation de la politique extrêmement hostile menée par les États-Unis depuis l'élection d'Hugo Chavez à la

présidence en 1998. Élu démocratiquement, le gouvernement Chavez a osé faire la même chose que Mohammad Mossadegh en Iran de 1951 à 1953 : nationaliser les richesses pétrolières du pays conformément à la loi. En 2002, les États-Unis ont tenté pour la première fois de revenir en arrière, comme ils l'avaient fait en Iran en 1953 avec un coup d'État pro-américain. Ils ont échoué, ce qui a poussé les États-Unis à recourir à des sanctions.

Hugo Chavez a ensuite été remplacé par Nicolas Maduro. La politique n'a pas changé, malgré toutes les sanctions. L'économie a été à plusieurs reprises au bord de l'effondrement, mais le pays a maintenu sa politique. Puis, en 2019, pendant le premier mandat de Trump, il y a eu une confrontation internationale entre le Venezuela et l'Occident dans son ensemble, à commencer par les élections présidentielles. L'Occident a soutenu Juan Guaido, mais les autorités vénézuéliennes ont déclaré Nicolas Maduro vainqueur. L'Occident a bloqué les réserves d'or du pays à Londres – les similitudes entre le comportement de l'UE et du Royaume-Uni concernant l'or russe et les réserves de change en Europe occidentale ne sont pas purement fortuites – et les a rendues accessibles à Guaido. Maduro est resté. Cela a été suivi d'un blocus diplomatique du pays par l'Occident. Sans succès.

L'avant-dernier acte à ce jour a été l'organisation de la remise du « prix Nobel de la paix » à l'écrivaine vénézuélienne Maria Corina Machado, qui, fraîchement couronnée, a déclaré que son premier acte en tant que présidente serait de transférer l'ambassade du pays en Israël de Tel Aviv à Jérusalem. Israël l'a félicitée pour cela. Netanyahu a exprimé à plusieurs reprises son soutien à sa politique à Gaza, c'est-à-dire au génocide. Plus tard, elle a également déclaré son soutien au président américain Trump en cas de bombardement de son propre pays dans le but de renverser le président Maduro.

Le fait que la Chine et la Russie soutiennent le Venezuela dans sa quête d'une politique autonome et indépendante rend la situation d'autant plus difficile pour les États-Unis. La Chine a déjà investi 62 milliards de dollars dans le pays, principalement dans le secteur pétrolier, soit plus que dans tout autre pays de la région. La Russie, pour sa part, soutient Caracas dans le domaine militaire.

Le monde attend maintenant de voir ce que décidera le président américain Trump. Une intervention militaire ouverte au Venezuela, un grand pays géographiquement difficile à contrôler, afin de détourner l'attention des problèmes ailleurs et d'accéder de manière violente aux ressources, risque de se terminer pour les États-Unis de la même manière qu'au Vietnam, en Afghanistan ou en Irak. Faire marche arrière après des semaines de menaces belliqueuses ne serait pas bien perçu, en particulier par les sponsors de Trump. Comme ailleurs, les États-Unis se sont inutilement mis

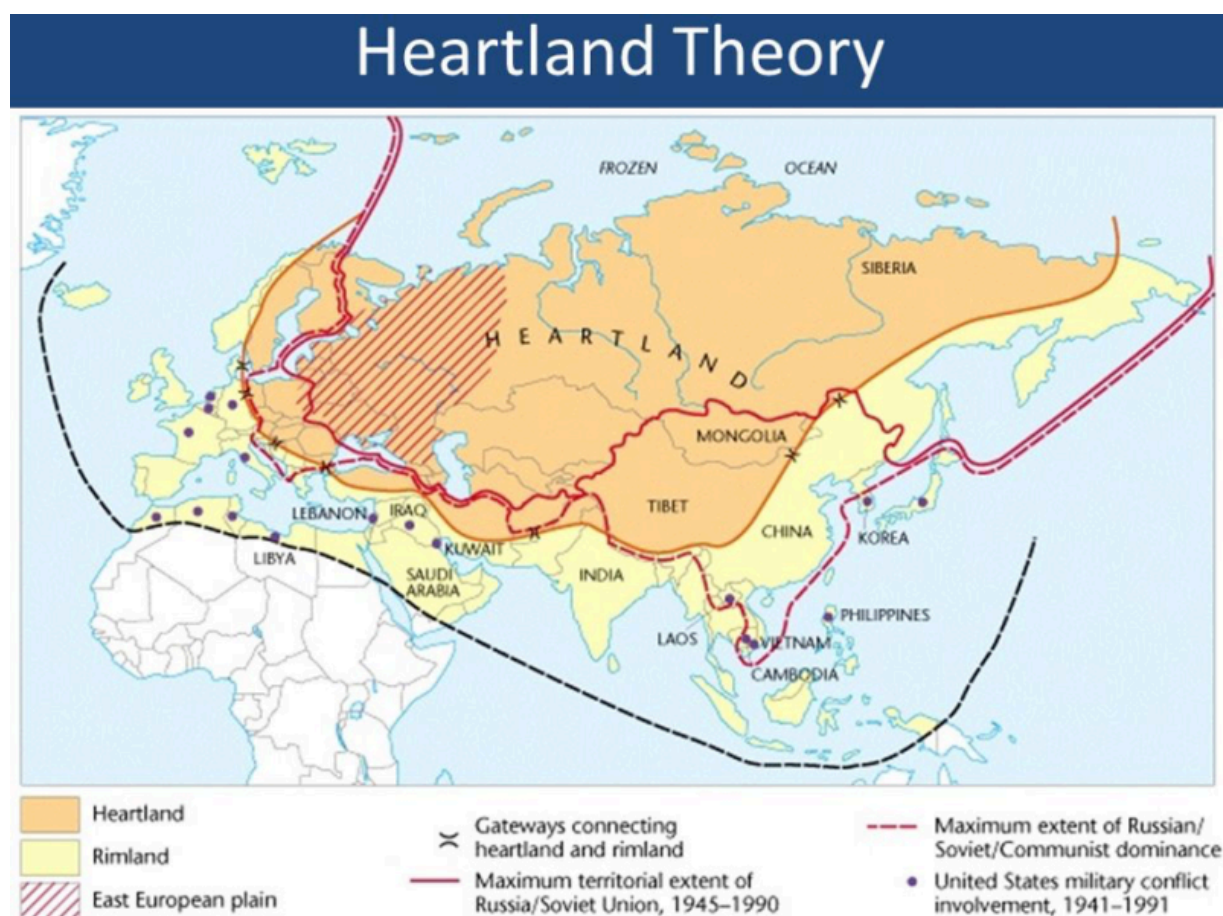
dans une situation politique difficile. Dans ce contexte, le journaliste américain Max Blumenthal a parlé d'un « désastre prévisible » dans une [interview hautement recommandée](#).

Ceci conclut notre bref tour d'horizon des pays centraux du BRICS, qui est essentiellement un bref tour d'horizon du « Heartland ».

Les BRICS sont le « cœur » de Mackinder

Comme on le sait, il y a plus de 100 ans, le géologue et homme politique britannique Halford Mackinder décrivait le « cœur » comme la région de la Terre dont le contrôle permettait de dominer l'ensemble des développements mondiaux. Il postulait que le « cœur » était la région centrale du continent eurasien. La politique de puissance de l'Empire britannique, puis de l'Occident en tant que bloc, s'est appuyée sur les idées stratégiques de cet homme politique. Nous renvoyons à notre article « [La stratégie géopolitique anglo-saxonne – inchangée depuis 120 ans](#) ».

Graphiquement, cette théorie peut être représentée comme suit :



Quelle: Indastra

Si l'on examine la répartition géographique des pays du BRICS dans ce que Mackinder considérait comme la région la plus décisive sur le plan politique, le tableau suivant se dessine :



Source : [Wikipedia](#)

De facto, tous les pays de la région centrale ont décidé d'unir leurs forces dans le cadre des BRICS. Les deux grandes taches blanches sur la carte n'y changent rien. L'une correspond au Kazakhstan, pays candidat aux BRICS et proche allié de la Russie et de la Chine ; l'autre, située entre la Russie et la Chine, correspond à la Mongolie. La Mongolie est l'un des rares pays au monde à aligner strictement ses politiques sur les principes de neutralité, conformément à ses propres opinions, à ses droits souverains et à ses intérêts nationaux. Ce sont là des principes que les deux géants du BRICS, la Russie et la Chine, ne peuvent accepter. Ces principes font partie des politiques mises en œuvre dans le cadre du BRICS.

En appliquant la théorie du Heartland de Halford Mackinder au monde moderne, on pourrait dire, en termes simples, que le monde appartient à la multipolarité, le principe politique directeur des BRICS.

Stratégie de sécurité nationale – Rien de nouveau sous le soleil

Depuis la publication de la troisième partie de notre série consacrée aux BRICS, la Maison Blanche a publié un nouveau document : la Stratégie de sécurité nationale (NSS). Nous n'entrerons pas dans les détails ici, mais renvoyons plutôt à l'article de Scott Ritter « [Les États-Unis déclarent la guerre à l'Europe](#) » et à l'article à paraître d'Andras Mylaeus « NSS 2025 – Des cosmétiques verbaux au lieu d'un changement de paradigme », qui sera publié dans les prochains jours.

Toute stratégie militaire américaine a un impact direct sur les autres acteurs clés de la politique mondiale.

Les BRICS – sans être mentionnés nommément – doivent donc nécessairement être la cible principale de toute stratégie militaire, économique et politique américaine, compte tenu des indicateurs économiques et de l'orientation politique de la confédération d'États. Lorsque les Américains mentionnent la Chine ou la Russie, les stratégies visant à affaiblir ces pays affectent directement et non indirectement les BRICS.

Dès les deux premières phrases de l'introduction de la nouvelle stratégie de sécurité nationale, les États-Unis font savoir au monde entier que rien n'a changé au cœur de leur réflexion :

« Pour que l'Amérique reste le pays le plus fort, le plus riche, le plus puissant et le plus prospère du monde pendant les décennies à venir, notre pays a besoin d'une stratégie cohérente et ciblée sur la manière dont nous interagissons avec le monde. Et pour y parvenir, tous les Américains doivent savoir exactement ce que nous essayons de faire et pourquoi. »

L'objectif des États-Unis est et reste la domination mondiale, et non la coopération au sens d'une politique gagnant-gagnant. La nouvelle stratégie n'est qu'une adaptation de l'ancien objectif et de l'approche précédente aux nouvelles circonstances politiques et militaires dans le monde. Certains commentateurs y voient un éloignement de la doctrine Wolfowitz de 1992. Nous ne sommes pas d'accord : l'objectif est de maintenir le statut hégémonique en toutes circonstances.

Ces quelques mots tirés du document suffiront à inciter les stratèges des différents pays du BRICS à examiner très attentivement chaque mesure et à se coordonner entre eux. Ils analyseront et évalueront avec la même précision chaque mesure prise

par les États-Unis et l'Occident. Ils n'annonceront pas tout, mais continueront délibérément à faire progresser le BRICS.

En ce qui concerne les informations disponibles sur les BRICS, les développements actuels rendent d'autant plus pertinent ce que nous avons écrit dans la première partie :

«À l'heure actuelle, cependant, il semble que ces informations soient délibérément maintenues encore plus vagues qu'auparavant, le site web officiel des BRICS étant encore plus réticent à fournir des informations que par le passé.»

Une approche compréhensible compte tenu de la situation.

Conclusion

Les réalités géopolitiques ont naturellement un impact sur la vision occidentale du monde. La vision du monde caractérisée par la « domination totale » et le schéma récurrent d'action politique qui en découle ne changeront que sous la pression de la réalité.

Le monde change, et c'est une bonne chose.

L'impérialisme occidental, qui domine le monde depuis 500 ans, ne se retirera pas volontairement pour assumer son nouveau rôle, conforme à la réalité, sous l'effet d'une soudaine prise de conscience humanitaire. Acculé sur les plans politique, économique et, à la surprise générale, même militaire par les développements rapides de ces dernières années, l'Occident ne fait que s'adapter dans une mesure limitée. Il cherche par tous les moyens possibles à affaiblir les États qu'il considère comme des adversaires, à les influencer dans son propre intérêt et à les éloigner des BRICS. En effet, l'hégémon est contraint de maintenir son statut. Le fonctionnement de son système en dépend.

Il est donc important de maintenir l'équilibre dans la politique internationale afin que seuls des revirements politiques gérables puissent se produire.

Cela exige une grande patience de la part des pays du BRICS et l'expansion constante de leurs propres structures – sur le plan économique, monétaire, politique et en matière de politique de sécurité – sans provoquer d'antagonisme ouvert envers

leurs homologues occidentaux. L'objectif est d'identifier le plus longtemps possible un terrain d'entente afin de formuler une issue possible pour l'humanité tout entière. Une issue qui empêche le pire de se produire.

Voilà pour la stratégie du Sud global multipolaire. Il est douteux que l'Occident collectif, mené par les États-Unis, agisse de manière raisonnable. Comment en arrivons-nous à une telle conclusion ? C'est très simple. Depuis deux ans, les États-Unis soutiennent un génocide ouvert et évident en Palestine et se sont laissés entraîner dans des meurtres et des actes de piraterie au Venezuela. Dans les deux cas, l'objectif est d'influencer les conflits régionaux. Si les États-Unis recourent à de telles pratiques dans des conflits non prioritaires, comment se comporteront-ils lorsque cela comptera vraiment ?

ÉTIQUETTES DE L'ARTICLE:

[Analyse](#) [Série d'articles](#) [Chine](#) [Inde](#) [L'Iran](#) [Russie](#) [ÉTATS-UNIS](#) [Venezuela](#) [Malaisie](#)
[Indonésie](#) [BRICS](#)